



Conseil économique et social

Distr. générale
9 août 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 39^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 18 juillet 2023, à 15 heures

Président : M. Chimbindi (Vice-Président) (Zimbabwe)

puis : M. Massari (Vice-Président) (Italie)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux » (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

Débat général (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



En l'absence de M^{me} Stoeva (Bulgarie), M. Chimbindi (Zimbabwe), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux » (suite)

a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (A/78/80-E/2023/64) (suite)

Débat général (suite)

1. **M^{me} Stoeva** (Bulgarie), Représentante permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'exprimant au nom du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable, dit que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 présente une vision claire pour l'instauration d'un monde meilleur pour les générations actuelles et futures. Dans le cadre de la seconde moitié de la période de mise en œuvre du Programme 2030 et de l'accélération de la réalisation des objectifs, il convient de mettre l'accent sur les droits de l'enfant. Les changements survenus récemment ont eu de profonds effets sur la vie et le bien-être des enfants et sur le respect de leurs droits. Il faut donc agir de toute urgence pour investir dans les enfants et tenir les promesses d'un monde meilleur et plus juste.

2. Pour appliquer intégralement le Programme 2030 et mettre plus rapidement en œuvre les engagements du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, il faut procéder à de profonds changements pour sécuriser et accroître les dépenses sociales publiques en faveur des enfants, en particulier dans les domaines du développement du jeune enfant, de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de la protection sociale. Il incombe à la communauté internationale de réduire la pauvreté qui touche les enfants, de les protéger contre les maladies mortelles évitables et la malnutrition, et de leur permettre de survivre et de s'épanouir, en garantissant leur éducation, en particulier dans des contextes précaires. Il convient de trouver de nouveaux modes de financement novateurs et d'établir des partenariats inclusifs et efficaces afin de combler les déficits budgétaires et d'atteindre les objectifs du Programme 2030. Il faut également appuyer les stratégies qui mobilisent les

ressources publiques, privées et internationales en faveur des droits et du bien-être des enfants au moyen de budgets efficaces, équitables, transparents et conformes à la Convention relative aux droits de l'enfant. Il faut en outre promouvoir la participation pleine et entière des enfants et des jeunes à la mise en œuvre et à l'examen du Programme 2030 en sensibilisant tous les enfants aux objectifs de développement durable, en les incitant à agir dans leurs communautés et en tenant compte de leurs voix au moment des consultations.

3. **M. Buda** (Pologne), Ministre du développement et de la technologie, indique que la communauté internationale se trouve à mi-chemin de la période de mise en œuvre du Programme 2030 et ne peut pas perdre de vue son objectif commun. Dans le même temps, il est nécessaire d'accélérer le développement durable dans un contexte difficile et en évolution. En 2017, le Gouvernement polonais a adopté une stratégie pour un développement responsable, qui crée un nouveau modèle de développement centré sur l'humain et vise à permettre à tous les groupes sociaux de bénéficier de la croissance économique. La stratégie met également l'accent sur le renforcement de la cohésion sociale, économique, environnementale et territoriale. La Pologne a enregistré des niveaux de croissance élevés après le début de sa transformation économique en 1989. Les taux de chômage sont actuellement à un niveau historiquement bas et le Gouvernement promeut l'innovation, le progrès technologique, la justice sociale et la transition écologique. Le modèle polonais de développement durable a permis une amélioration continue des indicateurs socioéconomiques du pays et de meilleures conditions de vie pour les citoyens.

4. La pleine exécution du Programme 2030 nécessite la mobilisation de ressources publiques et privées, ainsi que de la technologie, du savoir-faire et de la créativité de toutes les sphères de la société. Au niveau mondial, malgré l'augmentation des volumes de capitaux dits durables, les progrès accomplis pour atteindre les objectifs de développement durable restent insuffisants. Il est urgent d'élaborer des normes et des cadres communs afin de définir et de mesurer clairement les investissements durables et d'empêcher des acteurs de déclarer qu'ils s'alignent sur les objectifs sans contribuer de manière significative à leur réalisation. Les réglementations régionales de l'Union européenne ont permis de définir des activités commerciales durables sur le plan environnemental et d'établir des lignes directrices pour le financement durable au niveau international. Toutefois, les récentes crises mondiales, notamment les conflits en cours, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les changements

climatiques, ont réduit à néant les progrès accomplis et ont eu une incidence, à l'échelle mondiale, sur les trois piliers du développement durable. De fait, la pandémie n'a pas été qu'une crise sanitaire mondiale : elle a également eu des répercussions sociales et économiques majeures, dont le monde ne s'est pas encore remis. À cet égard, il est essentiel de promouvoir un financement innovant à long terme du développement durable et de stimuler les investissements en faveur de la santé publique et de la transition verte.

5. **M. de Figueiredo Soares** (Cabo Verde), Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration régionale, dit que les circonstances actuelles entravent la mise en œuvre du Programme 2030, aggravent les asymétries mondiales et nuisent sérieusement à l'harmonie du développement international. Cabo Verde a grandement progressé vers la réalisation des objectifs de développement durable, et notamment des objectifs 6, 7 et 17. Toutefois, les pays les plus vulnérables et, en particulier, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, y compris ceux classés parmi les pays à revenu intermédiaire, doivent d'urgence faire l'objet d'une attention. Il faut accorder aux pays à revenu intermédiaire un traitement différencié pour ce qui est de l'accès au financement du développement, en particulier lorsqu'il concerne l'action en faveur du climat et des océans, la dette, le commerce et la formation professionnelle. Dans ce contexte, les travaux du Groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour les petits États insulaires en développement sont extrêmement utiles, et la délégation caboverdienne reste optimiste quant à la possibilité de faciliter l'accès des pays les plus vulnérables au financement à des conditions concessionnelles. L'appui ferme des États Membres et des institutions multilatérales à cet égard est essentiel.

6. **M. Kandjoze** (Namibie), Directeur général de la Commission de planification nationale, dit que seuls 12 % des objectifs de développement durable sont en bonne voie et que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté. Le moment est venu de prendre des mesures audacieuses pour lutter efficacement contre les effets de la pandémie de COVID-19, des conflits en cours et des crises liées au climat, à la biodiversité et à la pollution. Très tôt, la Namibie a décidé d'intégrer dans ses plans nationaux de développement la mise en œuvre du Programme 2030 et d'autres cadres de développement, tels que l'Agenda 2063 de l'Union africaine : l'Afrique que nous voulons et le Plan stratégique indicatif de développement régional de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Si des progrès ont été accomplis dans la réalisation de ces

objectifs, ils ont été, dans le monde entier, considérablement entravés par la pandémie de COVID-19. La Namibie a progressé dans la réalisation des objectifs 1, 2, 5 et 15, mais reste à la traîne s'agissant d'atteindre l'objectif 8.

7. Le Programme d'action d'Addis-Abeba fait partie intégrante du Programme 2030 et sa pleine mise en œuvre est essentielle à la réalisation des objectifs. Toutefois, il a été extrêmement difficile de mobiliser les ressources nécessaires à cette fin, compte tenu du coût élevé de la dette, de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, du resserrement des conditions financières imposées aux économies fragiles et du risque de surendettement. Le classement de la Namibie en tant que pays à revenu intermédiaire rend difficile la mobilisation de ressources pour le financement des objectifs de développement et limite l'accès aux prêts à des conditions favorables et aux subventions dont le pays a tant besoin. Il désavantage le pays dans la mesure où il ne tient pas compte des injustices historiques qui ont faussé la répartition des revenus. Les mesures doivent aller au-delà du produit intérieur brut (PIB) et prendre en compte les vulnérabilités multidimensionnelles, afin de permettre une coopération internationale plus inclusive qui ne laisse personne de côté.

8. Dans ce contexte, la réforme de l'architecture financière internationale est à la fois juste et urgente. Les pays en développement doivent être en mesure de mieux participer à la prise de décisions économiques internationales et à la définition de normes en la matière ainsi qu'à la gouvernance économique mondiale. Les effets négatifs des changements climatiques et d'autres défis menacent les revenus et la survie même de bon nombre de ces pays, et il est urgent de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre et de tenir les engagements pris en matière de financement de l'action climatique, notamment en rendant opérationnel le fonds pour les pertes et les préjudices. Dans le même ordre d'idées, assurer un avenir à faible émission de carbone grâce à une transition verte est une question de justice, les personnes et les pays pauvres étant les plus touchés par les changements climatiques. Le potentiel de la Namibie en matière d'énergies renouvelables est en pleine évolution et le secteur fait l'objet d'une libéralisation progressive. Le Gouvernement namibien entend créer un environnement propice à une participation accrue des acteurs du secteur privé au marché de l'énergie.

9. **M^{me} Napwon Cosmos** (Soudan du Sud), Ministre de l'environnement et des forêts, dit qu'il sera très difficile pour son pays d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 en raison du conflit

interne que connaît le pays et des incidences des changements climatiques, de la pandémie de COVID-19 et des crises économiques mondiales. Plus de deux millions de personnes ont été déplacées dans le Soudan du Sud à la suite d'inondations et de sécheresses, et le pays reste à la traîne concernant de nombreux indicateurs de développement humain. À cet égard, les objectifs 6, 7, 9, 11 et 17 restent une priorité du Gouvernement sud-soudanais. Toutefois, l'absence de cadres nationaux de suivi et d'établissement de rapports ainsi que les coûts et risques élevés liés à la collecte de données rendent impossible l'établissement de données de référence pour plus de 70 % des indicateurs de développement.

10. Le Soudan du Sud reste déterminé à renforcer ses capacités institutionnelles et à créer un environnement propice à la réalisation de l'objectif 6. C'est pourquoi le Gouvernement sud-soudanais élabore des politiques et des plans stratégiques pour assurer l'approvisionnement en eau propre et l'assainissement. Avec l'appui du Japon, il a récemment lancé la première phase d'une usine d'approvisionnement en eau en milieu urbain qui fournira de l'eau propre à des centaines de milliers de personnes. Le Soudan du Sud prévoit également d'intensifier son action en faveur du climat en luttant contre la déforestation et en commençant à utiliser plusieurs sources d'énergie renouvelable, tout en réduisant le recours aux combustibles fossiles. En plus d'investir dans l'autonomisation et la participation des femmes et des jeunes, le Gouvernement entend également renforcer la coopération avec les partenaires de développement, le secteur privé, les organisations de la société civile et les populations locales. Toutefois, ces projets nécessiteront tous un appui financier, un renforcement des capacités et des transferts de technologies.

11. **M. Shrestha** (Népal), Vice-Président de la Commission de planification nationale, estime que le monde est en grande détresse et qu'il est urgent d'agir. Le développement durable est au cœur de la vision et des priorités du Népal en matière de développement et sous-tend les aspirations du pays au bien-être de sa population. Les objectifs de développement durable ont été intégrés dans les plans, programmes et budgets nationaux et mis en œuvre aux niveaux provincial et local. La Commission du développement durable et de la bonne gouvernance a été créée au niveau parlementaire pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Le Népal a fait des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté absolue et d'augmentation de la production d'énergie. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a réduit à néant les progrès accomplis en matière de développement, et

les tensions géopolitiques ainsi que la crise financière mondiale ont rendu encore plus difficile le financement des objectifs et la sortie de la catégorie des pays les moins avancés.

12. De plus, malgré sa contribution négligeable aux émissions de gaz à effet de serre, le Népal est en première ligne de la crise climatique. Le Gouvernement népalais reste déterminé à atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2045, et a enregistré des avancées notables s'agissant des objectifs n^{os} 6 et 7. Le Népal prépare son seizième plan périodique quinquennal, lequel est axé sur la transformation structurelle en vue d'une croissance et d'un développement socioéconomiques inclusifs. Pour compléter les mesures prises à l'échelon national, il faut procéder à des investissements et à des transferts de technologies et fournir une aide au commerce ainsi qu'une assistance technique, et les partenaires de développement doivent respecter les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide publique au développement (APD). Pour lutter efficacement contre la crise climatique, il est également essentiel de faciliter l'accès au financement de l'action climatique. Les 100 milliards de dollars déjà promis à cet égard doivent devenir une réalité, et il faut rapidement rendre opérationnel le fonds pour les pertes et les préjudices afin d'apporter un soutien aux pays vulnérables aux changements climatiques comme le Népal. L'architecture financière internationale doit être réformée et les émissions de droits de tirage spéciaux doivent être revues en fonction des besoins et des priorités des pays. Il importe par ailleurs de prendre des mesures globales d'allègement de la dette pour réorienter les fonds publics vers un développement inclusif et durable. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable contribuera à dynamiser l'engagement politique pris au plus haut niveau.

13. **M^{me} Machon** (Danemark), Secrétaire d'État à la politique de développement, estime que la communauté internationale n'est pas en voie de mettre en œuvre le Programme 2030 du fait de la pandémie de COVID-19, de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, du surendettement et des changements climatiques. Au prochain Sommet sur les objectifs de développement durable, il est impératif que les États Membres renouvellent leur engagement en faveur du Programme 2030, tant en paroles qu'en actes. Le Danemark est déterminé à travailler de manière constructive avec ses partenaires afin que le Sommet donne de bons résultats. Il est nécessaire de rétablir la confiance dans l'idée d'un avenir commun pour tous et dans l'engagement partagé en faveur de la coopération internationale, par le dialogue et l'action commune.

14. Les efforts déployés pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable doivent également porter sur la crise climatique, les politiques en matière de climat et de développement étant inextricablement liées. La crise a été pire que ce que l'on redoutait initialement et les changements climatiques entravent sérieusement et menacent l'ambition collective d'éliminer la pauvreté et de réaliser les objectifs. L'action en faveur du climat étant une condition préalable au développement économique et vice versa, le développement doit être plus vert par nature et les efforts faits en faveur du climat doivent être renforcés. Il faut redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de ressources pour le climat et le développement, compte tenu de l'important déficit de financement qui entrave la réalisation des objectifs. Le Danemark continuera à tenir l'engagement qu'il a pris de consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'APD, mais considère qu'il faut aller au-delà des ressources nationales et de l'APD et mobiliser les fonds nécessaires par l'intermédiaire de financements privés, mixtes et innovants. Des réformes sont nécessaires pour faire en sorte que les institutions financières internationales contribuent à passer de l'octroi de subventions à un véritable financement.

15. **M. Alibrahim** (Arabie saoudite), Ministre de l'économie et du plan, dit que la communauté internationale cherche à renforcer plus rapidement sa capacité collective à ne laisser personne de côté. Bien que les progrès voulus n'aient pas été enregistrés, il existe une volonté commune de ne pas se contenter d'agir seul, et d'adopter des approches audacieuses et collaboratives. Dans de nombreux domaines, de précieux enseignements ont été tirés sur la manière dont les objectifs pouvaient être atteints. Le monde est de plus en plus interconnecté et intégré, et les problèmes rencontrés dans de nombreux domaines dépassent les frontières, ce qui a des répercussions à l'échelle mondiale. Il est ainsi essentiel de collaborer pour résoudre les problèmes mondiaux les plus complexes. L'innovation et l'expérimentation jouent un rôle extrêmement important dans la recherche de nouvelles solutions et la découverte de possibilités. Le développement du capital humain est une priorité absolue, car la connaissance et la créativité individuelles sont le fondement du progrès. Il est primordial d'investir dans l'éducation, les soins de santé et le renforcement des capacités pour promouvoir le développement durable.

16. L'Arabie saoudite a entrepris un processus de transformation, dans le cadre duquel les objectifs de développement durable ont été profondément ancrés dans les cadres nationaux. Le Gouvernement saoudien a

lancé l'Initiative verte pour le Moyen-Orient dans le cadre de son engagement en faveur de la durabilité environnementale, des énergies renouvelables et de l'action collective pour relever les défis régionaux. Pour favoriser une culture de l'expérimentation, les processus d'élaboration des politiques remettent en question les idées reçues afin de prôner l'innovation et de créer des conditions propices à de véritables changements économiques. En outre, le Gouvernement saoudien a élargi l'accès à une éducation de qualité, mis en place un filet de sécurité pour les personnes dans le besoin et amélioré les services de santé. La contribution de l'Arabie saoudite à l'aide internationale, qui s'élève à plus de 87 milliards de dollars, souligne sa volonté de lutter contre la pauvreté dans le monde et d'accélérer le développement.

17. **M^{me} Begovic** (Serbie), Ministre de la science, du développement technologique et de l'innovation, affirme que les connaissances scientifiques jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable. La diffusion des innovations et des nouvelles technologies, la promotion de la recherche et du développement et l'exploitation des avancées numériques révolutionneront les approches adoptées et ouvriront de nouvelles voies pour un développement durable. Le Gouvernement serbe a adopté une stratégie de spécialisation intelligente qui permet de recenser et de promouvoir les domaines d'excellence en matière de recherche, tels que l'informatique et les communications, les matériaux avancés et la production alimentaire durable. La stratégie pour le développement de l'intelligence artificielle en République de Serbie (2020-2025) établit une feuille de route claire pour l'utilisation de l'intelligence artificielle afin de traiter les problèmes sociétaux, d'accroître l'efficacité et de favoriser la croissance économique.

18. Pour faire face aux problèmes urgents, des investissements stratégiques ont été réalisés pour créer un nouvel écosystème, qui comprend un Fonds scientifique, un Fonds d'innovation et plusieurs parcs scientifiques et technologiques. L'Institut BioSense de Serbie cherche à devenir un centre d'excellence au sein de l'Union européenne dans les domaines des technologies des détecteurs physiologiques, des nanotechnologies et d'autres nouvelles technologies. Le nouveau campus BIO4 est destiné à devenir un espace de collaboration pour les universités, les acteurs industriels, le secteur privé et le Gouvernement dans le cadre de travaux de pointe menés dans les domaines de la biomédecine, de la biotechnologie, de l'intelligence artificielle et de la biodiversité. L'intégration de ces domaines permettra de relever les défis mondiaux et locaux, d'encourager la durabilité, de favoriser la

croissance économique et le progrès sociétal et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

19. Les défis mondiaux nécessitent une coopération mondiale, et la Serbie a lancé le processus de proclamation par les Nations Unies d'une décennie internationale de la science au service de la durabilité. Une telle initiative renforcera le rôle de la science dans la résolution des problèmes mondiaux et dans la promotion du développement durable. Elle permettra également de créer une plateforme au service de l'action collective, de l'échange de connaissances et de la collaboration internationale. La participation active de la Serbie dans les organisations, les programmes et les partenariats internationaux souligne son engagement en faveur de la coopération mondiale dans les domaines de la science, de l'innovation et du développement durable.

20. **M. Maynard** (Saint-Kitts-et-Nevis), Ministre des infrastructures et des services publics, des transports, de l'information, de la communication et de la technologie et de la poste, dit que tenir la promesse de ne laisser personne de côté nécessite de toute urgence d'opérer un changement fondamental. Saint-Kitts-et-Nevis, qui est touché par l'élévation du niveau de la mer, la diminution des précipitations et l'extrême vulnérabilité aux catastrophes naturelles, a présenté son premier examen national volontaire en 2023, mettant en évidence ses succès et ses lacunes. Le Gouvernement s'est donné pour mission de transformer le pays en un État insulaire durable d'ici à 2037 et a intégré les objectifs de développement durable dans ses plans nationaux de développement, en adoptant une approche centrée sur les personnes.

21. Saint-Kitts-et-Nevis cherche à parvenir à la sécurité alimentaire grâce à l'autonomisation des populations rurales et à faire de l'équité entre les femmes et les hommes un outil au service de la durabilité. Un soutien est apporté aux investissements dans les économies bleue, orange et verte, ainsi que dans l'économie du savoir, en vue de faire progresser les droits et les avantages des travailleuses et des travailleurs et d'offrir davantage de possibilités aux jeunes. Des ressources sont mises à disposition pour encourager les jeunes à poursuivre des carrières dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie, des arts et des mathématiques. De nouveaux ministères ont été créés, axés sur l'action climatique, le commerce et l'investissement économique, et le développement des petites entreprises. Un groupe chargé de la transformation numérique est en train d'être mis en place pour promouvoir la gouvernance en ligne. Des efforts progressifs de décarbonation sont en cours, notamment

avec l'incitation à l'électrification des véhicules et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable. Compte tenu de son problème de pénurie d'eau et de la baisse des précipitations, Saint-Kitts-et-Nevis explore les ressources en eaux souterraines et met en place un système de dessalement à grande échelle.

22. La pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les invasions déroutantes de pays souverains ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et de la finance, provoquant ainsi une crise mondiale du coût de la vie et causant des ravages au sein des petites économies. Alors que Saint-Kitts-et-Nevis n'a contribué que de manière négligeable aux émissions mondiales, le pays subit de plein fouet les effets des changements climatiques et sa trésorerie est constamment sous la menace d'un choc. Il est donc devenu impératif d'accroître l'appui de la communauté internationale et de prendre des mesures décisives en faveur de la justice climatique. Il est urgent de disposer d'instruments financiers plus innovants, de renforcer le financement de l'action climatique et de le rendre plus prévisible, de prendre des mesures d'allègement de la dette et d'assurer un meilleur accès au financement à des conditions concessionnelles. Le Gouvernement et le peuple de la République de Chine à Taïwan ont apporté un soutien indispensable à l'avancement du programme de développement national au cours des 40 dernières années. Il faut faire preuve de davantage de justice contre l'imposition des mesures coercitives unilatérales qui empêchent certains pays d'Amérique latine, des Caraïbes et du Moyen-Orient d'atteindre les objectifs.

23. **M. André** (Portugal), Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération, dit que la communauté internationale n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Le nombre de personnes souffrant de la faim est en augmentation, le rythme de la réduction de la pauvreté est trop lent, les inégalités entre les hommes et les femmes sont exacerbées et les mesures prises pour lutter contre la crise climatique sont insuffisantes. En outre, l'incidence de la pandémie de COVID-19 et les conflits mondiaux ont encore entravé la réalisation des objectifs. Heureusement, il y a des raisons d'espérer et le moment est venu d'intensifier et d'accélérer les efforts déployés au niveau mondial. À cette fin, il faut renforcer l'engagement politique, la solidarité mondiale et le financement.

24. Le Portugal présentera le lendemain son deuxième examen national volontaire, qui, bien qu'il ait constitué un défi de taille, a également été gratifiant, car il a permis au pays non seulement d'accélérer la mise en œuvre des objectifs, mais aussi de se les approprier au niveau national. Le Gouvernement portugais a adopté un

nouveau mécanisme interinstitutionnel pour coordonner la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national, et élabore actuellement une feuille de route nationale pour le développement durable, afin d'intégrer les objectifs dans les politiques publiques. La feuille de route sera axée sur : la cohérence et la concordance des politiques publiques ; la mobilisation et la participation des parties prenantes ; une stratégie de communication multipartite relative aux objectifs ; la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs concernés.

25. La stratégie portugaise de coopération pour le développement à l'horizon 2030 est pleinement alignée sur le Programme 2030 et donne la priorité aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement, aux pays fragiles et aux pays sortant de la catégorie des pays les moins avancés. Le Portugal prend activement part aux conférences sur les changements climatiques et est un pays champion de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. En 2022, il a coorganisé l'édition 2022 de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Il collabore avec des pays partenaires dans des domaines clés tels que le climat, l'agriculture, la gouvernance, la santé, l'éducation et la protection sociale, conformément aux priorités de l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes et du Sommet social mondial de 2025. Il continue d'augmenter son APD, qui a progressé de 17,5 % depuis 2021, et de fournir une aide humanitaire à l'Ukraine. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable devrait renforcer l'engagement politique, dynamiser le leadership et restaurer la confiance, afin de permettre au monde d'atteindre les objectifs d'ici à 2030.

26. **M. Tuon** (Cambodge), Secrétaire d'État au Ministère du plan, dit que le forum politique de haut niveau pour le développement durable est l'occasion de discuter de la nécessité urgente d'intensifier les efforts collectifs déployés pour se relever de la pandémie de COVID-19 et de surmonter les problèmes qui entravent actuellement la mise en œuvre du Programme 2030. Bien que le Cambodge ait accompli des progrès considérables pour améliorer le bien-être de sa population, il est nécessaire de remédier aux obstacles qu'il rencontre pour veiller à ce que son développement soit inclusif, résilient et durable. Le monde se trouve à un tournant décisif, et des crises concomitantes ont retardé la mise en œuvre du Programme 2030 dans de nombreuses régions du monde, posant dans chaque pays des problèmes interconnectés tels que la baisse de la

croissance économique, l'érosion de la marge de manœuvre budgétaire et la hausse des problèmes sociaux.

27. Pour accélérer efficacement le relèvement du pays après la pandémie, le Gouvernement cambodgien s'est attaché en priorité à diversifier la croissance économique en élargissant ses sources de financement du développement. Il promeut également l'économie circulaire et l'économie verte en renforçant la coopération pour le développement au service de la résilience climatique. Il encourage la transformation numérique en vue de réduire la fracture numérique. Le Cambodge cherche à renforcer la coopération avec les partenaires de développement, le secteur privé, la société civile et d'autres parties prenantes, afin de réaliser les transformations nécessaires en temps voulu et à l'échelle nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. Pour améliorer le bien-être de la population, et celui des personnes les plus vulnérables en particulier, le Gouvernement investit dans les infrastructures de base, la santé, une éducation de qualité, la promotion de l'égalité des genres et les systèmes de protection sociale.

28. **M^{me} Cancela Rodriguez** (Espagne), Secrétaire d'État à la coopération internationale, affirme qu'en dépit des immenses efforts qui ont été déployés, les progrès accomplis pour réaliser les objectifs de développement durable sont gravement menacés. La pandémie de COVID-19 a réduit à néant de nombreuses avancées, exacerbé les inégalités existantes et mis en évidence la nécessité d'un véritable multilatéralisme. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a engendré de nouveaux problèmes mondiaux qu'il convient de régler dans une perspective de développement, afin que personne ne soit laissé pour compte. Le Programme 2030 est une priorité nationale pour l'Espagne, qui est fermement attachée à sa pleine mise en œuvre, ainsi qu'à celle de l'Accord de Paris et du Programme d'action d'Addis-Abeba, dans le cadre de sa stratégie de développement durable à l'horizon 2030. La stratégie, qui a été adoptée en 2021, a traduit les principes et les objectifs du Programme 2030 en engagements concrets. Après la pandémie et l'invasion de l'Ukraine, ces engagements permettent à l'Espagne de s'orienter vers une transition sociale, numérique et environnementale axée sur la durabilité et la protection de l'ensemble des droits humains.

29. En Espagne, les autorités locales et régionales jouent un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre du Programme 2030, conformément à l'objectif 11. En outre, le secrétariat de la Coalition Local2030 a été établi dans la ville espagnole de Bilbao. Le Programme 2030 et les objectifs sont les axes

transversaux des priorités en matière de coopération pour le développement qui ont été fixées par la présidence du Conseil de l'Union européenne assurée par l'Espagne. À cet égard, la nouvelle loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale, qui a consacré l'engagement de l'Espagne à allouer 0,7 % de son revenu national brut à l'APD d'ici à 2030, constitue une étape importante dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Elle renforce les principes d'une transition environnementale juste et de l'égalité des genres, en renforçant et en modernisant la coopération financière et en mettant des compétences et des ressources au service de l'action humanitaire. L'Espagne œuvrera pour que le forum politique de haut niveau et le Sommet sur les objectifs de développement durable contribuent à mobiliser des ressources supplémentaires et à élaborer des mesures adéquates pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Elle s'emploiera également à assurer le suivi de ces efforts, lors du Sommet de l'avenir de 2024 et par l'intermédiaire des autres initiatives décrites dans Notre Programme commun.

30. **M. Badhib** (Yémen), Ministre de la planification et de la coopération internationale, affirme que son pays se trouve à un tournant décisif, entre la guerre et la paix, et qu'il a donc de toute urgence besoin d'un appui politique et économique et d'autres formes de soutien. Les efforts de paix conduits par l'Organisation des Nations Unies ont été relativement fructueux, malgré les violations perpétrées par les milices terroristes extrémistes. Le Yémen connaît une situation économique difficile, notamment à la suite des attaques de drones menées par les milices houthistes contre ses ports d'exportation de pétrole. En outre, la réduction de l'aide humanitaire assombrit les perspectives de paix et de redressement économique, tout comme le fait que l'Iran continue de violer les résolutions internationales et s'emploie avec insistance à transférer clandestinement des armes aux milices terroristes.

31. Le Yémen s'est engagé à atteindre les 17 objectifs de développement durable d'ici à 2030 et les a intégrés dans ses plans nationaux de développement. Toutefois, le pays fait face à des problèmes sans précédent depuis le coup d'État perpétré par les milices terroristes houthistes. Les attaques menées contre l'État et la Constitution, les résultats du dialogue national et de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe ainsi que l'occupation de plusieurs institutions ont, ces huit dernières années, plongé le Yémen dans un cercle vicieux de conflits et de guerre. Si des progrès ont été accomplis dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'élimination de la pauvreté, de l'emploi, du développement du secteur privé et de l'autonomisation

des femmes et des jeunes, la poursuite du conflit a réduit à néant une grande partie de ces acquis du développement. Les dégâts considérables que les infrastructures ont subis ont entravé les progrès notables vers la réalisation des objectifs, situation à laquelle il faut remédier grâce à un appui international et régional. Le Yémen fait également face à des problèmes structurels chroniques et subit des crises successives, qui ont été exacerbés depuis le coup d'État.

32. L'insécurité alimentaire touche 60 % de la population et 80 % des gens ont besoin d'une aide humanitaire. Plus de 4,3 millions de personnes ont été déplacées et n'ont actuellement pas accès à des services de base. Dans le même temps, la dette extérieure et la pauvreté ont augmenté, alors que l'économie s'est contractée de 50 % et que les recettes publiques sont en baisse. Le fait que les milices aient pris pour cible le secteur pétrolier, qui représente 56 % des recettes publiques, a aggravé la crise financière. L'aide régionale et internationale, déjà limitée, a diminué au cours des dernières années et est restée axée sur l'octroi d'une aide d'urgence et sur les interventions humanitaires vitales. Des initiatives en faveur du développement à moyen et long terme sont nécessaires pour soutenir l'économie, réduire la pauvreté et créer des emplois, car ces domaines ne reçoivent pas beaucoup de soutien tangible de la part des garants et des donateurs. Le Gouvernement yéménite souhaite une paix véritable et durable, notamment comme moyen de relancer l'économie et de reconstruire les infrastructures et les institutions.

33. **M. Madera Sued** (République dominicaine), Vice-Ministre de la planification et de l'investissement public au Ministère de l'économie, de la planification et du développement, dit qu'en tant que petit État insulaire en développement vulnérable aux catastrophes naturelles, son pays est déterminé à faire en sorte que les sept premières années de mise en œuvre du Programme 2030 n'aient pas été vaines. Malgré l'incidence durable de la pandémie de COVID-19 et du conflit russo-ukrainien, la République dominicaine s'est efforcée d'accélérer son redressement économique. Son PIB croît de nouveau et elle a enregistré des taux d'emploi plus élevés et est revenue dans la fourchette d'inflation fixée dans sa politique monétaire. En un temps record, le Gouvernement dominicain a assuré la vaccination de l'ensemble de la population, rouvert les écoles et s'est engagé à relancer le secteur du tourisme. Il vise à améliorer le bien-être de la population grâce à des solutions tournées vers l'avenir pour relever les défis actuels.

34. À court et moyen terme, les politiques économiques, sociales et environnementales devraient

se concentrer sur les mesures suivantes : renforcement des systèmes éducatifs et appui aux programmes d'enseignement technique et supérieur ; mise en œuvre de stratégies d'emploi qui tiennent compte de l'égalité entre les femmes et les hommes, des transformations technologiques et de l'intelligence artificielle ; développement des secteurs productifs qui utilisent durablement les ressources naturelles, créent des emplois décents et tirent parti de la situation géographique, des capacités humaines et du potentiel du pays ; promotion des investissements publics et privés permettant la gestion des risques liés aux changements climatiques et la résilience économique ; adaptation du système de soins de santé au nouveau profil épidémiologique de la population et promotion des changements de mode de vie pour prévenir les maladies ; promotion du développement rural par la modernisation de l'agriculture, l'industrialisation générale et l'amélioration de l'éducation, des soins de santé et des services de base ; mise en place d'un État moderne et réglementé qui combat et sanctionne la mauvaise gestion publique, tout en utilisant durablement les ressources pour financer le développement.

35. **M. Encinas Nájera** (Mexique), Sous-Secrétaire au commerce extérieur, indique qu'en 2018, son pays a opéré un changement de régime qui a placé les majorités historiquement exclues au centre des politiques publiques et a conduit à l'élaboration du plan national de développement (2019-2024) centré sur l'humain. Dès le départ, il était clair que les programmes gouvernementaux devaient être alignés sur les objectifs de développement durable et que le principe international consistant à ne laisser personne de côté devait être complété par le principe national consistant à donner la priorité aux pauvres, pour le bien de toutes et tous. Cette convergence est illustrée par l'approche du Mexique à l'égard de la cible 8.6 des objectifs de développement durable, qui revêt une importance particulière étant donné que l'âge moyen des habitants du pays est de 29 ans.

36. En partenariat avec le secteur privé, le Gouvernement mexicain met en œuvre le programme « Youth Building the Future », qui est l'un des programmes de formation en cours d'emploi les plus importants et les plus efficaces au monde. Un montant record de 6 milliards de dollars a été alloué aux investissements réalisés en faveur des jeunes, dont beaucoup ont trouvé un emploi ou créé leur propre entreprise. On peut également citer le programme « Sowing Life », qui vise à renforcer la durabilité, la sécurité alimentaire et le développement régional. Près d'un demi-million d'hommes et de femmes des zones

rurales œuvrent au reboisement de plus d'un million d'hectares de terres, avec des arbres fruitiers et des arbres à bois d'œuvre et, ce faisant, préservent les traditions ancestrales. Grâce à ces programmes, la migration n'est plus le seul moyen d'accéder à une vie meilleure, puisque les agriculteurs peuvent choisir de travailler leurs terres d'origine et de rester avec leur famille.

37. Le Mexique a accompli des progrès substantiels dans la mise en œuvre du Programme 2030 et s'apprête à présenter son quatrième examen national volontaire. La réalisation des objectifs n'étant pas de la seule responsabilité du Gouvernement mexicain, l'examen a été préparé en collaboration avec des représentantes et représentants d'organisations sociales, d'entreprises de différentes tailles, de syndicats et d'universités. Les autorités municipales ont également fait des efforts louables pour intégrer les objectifs dans la vie quotidienne des citoyens. À l'heure où le multilatéralisme est remis en question sur différents fronts, les objectifs ont réussi à unir l'ensemble de l'humanité, indépendamment de considérations politiques, religieuses ou géographiques. Le chemin parcouru jusqu'au point de mi-parcours du Programme 2030 n'a pas été sans embûches, en particulier dans le sillage de la pandémie de COVID-19, mais il est encore temps de redoubler d'efforts et d'obtenir de meilleurs résultats.

38. **M. Balutel** (République de Moldova), Secrétaire d'État à la Chancellerie d'État, dit que son pays reste déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030. La République de Moldova déploie des efforts extraordinaires à cette fin, malgré les problèmes économiques, énergétiques et sécuritaires que posent la pandémie de COVID-19 et la guerre d'agression barbare et non provoquée que la Russie a lancée contre l'Ukraine. Malgré l'intensification des menaces russes contre la République de Moldova, par l'intermédiaire de cyberattaques, de mandataires politiques et de campagnes de désinformation, le Gouvernement reste ferme dans sa mission d'intégration européenne. La réalisation des objectifs de développement durable est essentielle à cette fin. La stratégie nationale de développement (Moldavie européenne 2030), qui a été adoptée en 2022, comprend des cibles et des indicateurs relatifs aux objectifs. Un cadre national de suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 a été approuvé et, en 2023, un rapport national annuel d'activité a été publié.

39. Le Gouvernement moldave prend des mesures pour assurer son indépendance énergétique en passant aux énergies renouvelables, et le pays a dépassé la cible initiale de l'objectif 7. De grands projets d'infrastructures locales

sont actuellement menés pour soutenir la croissance économique tout en améliorant l'accès à l'eau, à l'assainissement, aux écoles et aux services sociaux. Des mesures sont prises pour remédier aux inégalités fondées sur le genre, en assurant leur alignement sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi que l'application de cette Convention. La mise en œuvre de réformes internes systématiques dans le secteur de la justice a été accélérée, en vue d'entamer les négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

40. Malgré les progrès accomplis, les objectifs sont loin d'être atteints. Les partenariats mondiaux ainsi que la solidarité et la coopération internationales seront essentiels à cet égard. Avec l'appui de ses partenaires et amis, la République de Moldova a réussi à mobiliser les ressources nécessaires pour surmonter les crises, tout en poursuivant son chemin vers un avenir européen et la réalisation des objectifs. Dans le sillage de la réunion de la Communauté politique européenne organisée récemment sur son sol, elle poursuivra ses efforts pour contribuer à la paix, à la sécurité, à la résilience énergétique, à la connectivité et à la mobilité en Europe et au-delà. Elle continuera également à soutenir l'Ukraine en accueillant des réfugiés, en contribuant aux couloirs de solidarité et en lui fournissant une aide humanitaire.

41. **M. Isaev** (Kirghizistan), Premier Vice-Ministre des affaires étrangères, dit que son pays a accompli des progrès notables pour atteindre les objectifs de développement durable grâce aux efforts inlassables de son gouvernement et de ses partenaires internationaux, y compris les organismes et programmes des Nations Unies, et conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2023-2027) pour le Kirghizistan et à son programme de travail conjoint de deux ans. Les objectifs ont été intégrés dans tous les documents de développement stratégique, y compris la stratégie nationale de développement de la République kirghize pour la période 2018-2040.

42. Les facteurs climatiques et environnementaux jouent un rôle très important dans la mise en œuvre du Programme 2030, et le Kirghizistan cherche à développer la coopération internationale dans ce domaine. Il a entamé des efforts en vue de la proclamation de la période 2023-2027 les Cinq années d'action pour le développement dans les régions montagneuses dans la résolution [77/172](#) de l'Assemblée générale, et est reconnaissant de l'appui unanime des États Membres à cet égard. Pour appuyer la mise en œuvre de la proclamation, un projet de cadre d'action

mondial a été préparé en collaboration avec le Partenariat de la montagne, et sera présenté le lendemain.

43. Conformément aux appels lancés précédemment aux institutions financières internationales pour qu'elles aident les pays en développement à lutter contre les changements climatiques et qu'elles réduisent le fardeau de leur dette, le Kirghizistan demande à la communauté internationale de l'aider dans les domaines de l'environnement et de l'économie verte. Il a proposé un mécanisme d'échange de la dette extérieure contre des initiatives écologiques, qui vise à améliorer l'état de l'environnement dans le monde. Le Gouvernement kirghize propose également de créer un fonds d'affectation spéciale à cette fin, qu'il cogèrerait avec des partenaires internationaux, afin de garantir une transparence totale. De telles initiatives contribueraient à la préservation de la biodiversité, au développement d'une économie verte, à la résolution des problèmes mondiaux en matière de climat et à la pleine mise en œuvre du Programme 2030. Le développement industriel et agricole entraîne inévitablement une certaine dégradation de l'environnement, en particulier dans les régions montagneuses, et l'extraction d'uranium est par conséquent interdite par la loi au Kirghizistan, afin d'éviter tout dommage potentiel pour le pays et la région dans son ensemble.

44. **M. de Vega** (Philippines), Sous-Secrétaire aux affaires étrangères, dit que des mesures concrètes, décisives et porteuses de changement sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre cohérente et proactive du Programme 2030. Les objectifs de développement durable sont inscrits dans les objectifs de développement à moyen et long terme des Philippines, tels qu'ils figurent dans le plan de développement du pays pour la période 2023-2028. Les Philippines ont déjà présenté des examens nationaux volontaires en 2016, 2019 et 2022, et restent fermement résolues à participer au processus en tant que coprésidentes du Groupe des Amis des examens nationaux volontaires. Il est nécessaire de réformer les mécanismes internationaux de financement et de coopération pour le développement afin de les rendre plus réactifs, plus efficaces et mieux adaptés à leur objectif. Ces mécanismes doivent également être plus inclusifs et prendre en compte les réalités des pays à revenu intermédiaire. Les engagements pris pour aider les pays en développement doivent être respectés, en fournissant des financements, en renforçant les capacités et en procédant à des transferts de technologies, de manière à ce que personne ne soit laissé pour compte.

45. Les Philippines restent attachées à la mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national,

régional et mondial, laquelle est une responsabilité sacrée pour les générations actuelles et futures. En vue du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable, le Gouvernement philippin s'efforce : d'améliorer la disponibilité des statistiques et des données sur les objectifs en suivant les progrès accomplis dans l'élaboration de politiques et de plans de rattrapage efficaces et fondés sur des données probantes ; d'approfondir la compréhension des liens qui existent entre les objectifs, l'objectif 12 étant celui qui a le plus de liens avec les autres ; d'institutionnaliser la participation des différentes parties et la mobilisation efficace des ressources ; de tirer parti de la coopération internationale et d'autres initiatives de financement public, notamment par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et triangulaire et d'accords de jumelage. En tant que pays d'origine de migrants et champion de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, les Philippines estiment que le Pacte peut apporter une contribution précieuse à la question du déplacement et du développement durable des migrants, conformément à l'objectif 17. Il pourrait contribuer à réduire la pauvreté et à soutenir les efforts de développement dans les pays d'origine et de destination.

46. Les déclarations selon lesquelles la communauté internationale n'a pas réussi à atteindre les objectifs et qu'il faut les sauver reviennent à nier et à saper le travail qui a été accompli collectivement pour mettre en œuvre le Programme 2030. Les États Membres se sont engagés à respecter ses nobles idéaux avec un sens aigu des responsabilités envers l'humanité. Il faut faire preuve d'une plus grande solidarité pour avancer vers la ligne d'arrivée.

47. **M. Lootah** (Émirats arabes unis), Vice-Ministre des affaires ministérielles pour la compétitivité et l'échange de connaissances et Président du Conseil compétitif des Émirats, dit que la communauté internationale est arrivée à un tournant en ce qui concerne les objectifs de développement durable et qu'elle a l'occasion de tenir ses engagements et de lutter contre les changements climatiques en limitant le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius. Les Émirats arabes unis ont fait des progrès notables pour atteindre les objectifs, et ont aligné tous leurs plans nationaux sur le Programme 2030. Le Comité national sur les objectifs de développement durable a été créé pour superviser la mise en œuvre du Programme 2030 et garantir la participation des parties prenantes de différents secteurs. Il a mis au point des indicateurs nationaux pour aider le Gouvernement à mener ses activités de gestion et de mise en œuvre.

48. Des mesures sont prises pour assurer la cohérence entre les objectifs et les politiques d'aide étrangère, en particulier dans des secteurs tels que l'alimentation et l'énergie. Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement et d'autres initiatives internationales permettent d'apporter une aide essentielle à plusieurs pays, notamment dans le domaine de la nutrition, afin de soutenir les efforts déployés dans le monde pour éliminer la faim. Les Émirats arabes unis collaborent avec la communauté internationale pour faire en sorte que la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques réponde avec succès aux besoins du monde. Le développement durable ne pourra être assuré qu'en luttant contre les changements climatiques, ce qui nécessitera de réformer les systèmes de financement internationaux et de renforcer l'action climatique dans des secteurs tels que l'environnement, la santé, la sécurité et l'action humanitaire.

49. **M. Hossain** (Bangladesh), Coordonnateur principal pour les affaires relatives aux objectifs de développement durable au cabinet de la Première Ministre, dit que le Bangladesh n'a cessé de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable en s'appuyant sur l'expérience acquise dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les efforts du pays se sont heurtés à de graves difficultés dès les prémices de la pandémie de COVID-19 en 2020, l'année même où le pays a présenté son deuxième examen national volontaire. Les crises d'origine humaine de plus en plus fréquentes et intenses, les catastrophes naturelles et la guerre en Ukraine ont également eu des répercussions négatives sur l'économie nationale et la réalisation des objectifs, provoquant des chocs sur les marchés, une hausse de l'inflation, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des crises alimentaires, énergétiques et financières.

50. Si le Bangladesh est en bonne voie pour atteindre plusieurs cibles de l'objectif 6, puisqu'un pourcentage croissant de sa population a actuellement accès à de l'eau potable et à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, de nombreux problèmes persistent, notamment des niveaux élevés de stress hydrique et de contamination par l'arsenic. Une étape importante a été franchie en mars 2022, lorsque le pays a atteint une couverture totale de sa population en termes d'accès à l'électricité. En ce qui concerne l'objectif 9, plusieurs obstacles majeurs subsistent, notamment le coût élevé des affaires, le manque d'infrastructures de qualité, la gestion des contraintes foncières, l'insuffisance des investissements étrangers directs et le manque d'accès à des services publics efficaces. Pour résoudre ces

problèmes, le Gouvernement bangladais élabore des cadres politiques adéquats dans les domaines des transports, de l'informatique et des communications et du commerce.

51. Le moment est venu de prendre des mesures audacieuses, ambitieuses, régulières, justes et porteuses de changement, ancrées dans la solidarité internationale et une coopération efficace à tous les niveaux. Les efforts déployés pour atteindre les objectifs sont entravés par des contraintes de ressources, des déficits de capacités, un accès limité à des financements abordables pour le développement, un manque de technologies efficaces, des niveaux d'endettement insoutenables et une action climatique inadéquate. Le monde doit soutenir les pays en développement comme le Bangladesh, qui ont été touchés de manière disproportionnée par les crises mondiales interdépendantes, et les aider à réaliser les objectifs d'ici à 2030 et à obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2031.

52. *M. Massari (Italie), Vice-Président, prend la présidence.*

53. **M^{me} Barseghyan** (Fédération de Russie), Directrice du Département du développement de l'intégration à la Commission économique eurasiennne, dit que l'Union économique eurasiatique a été la première association d'intégration régionale à présenter un rapport complet sur la réalisation des objectifs de développement durable lors du forum politique de haut niveau en 2017. C'est l'une des unions économiques les plus avancées et, au cours des dix années de développement actif des processus d'intégration, ses membres ont vu leur PIB augmenter de plus de 9 %, tandis que leur résistance aux chocs internes et externes a été démontrée par les tendances positives de plusieurs indicateurs macroéconomiques. L'intégration économique régionale contribue à la réalisation des objectifs et constitue un outil complémentaire pour assurer une croissance économique durable et de qualité. Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs semblent plus notables dans les domaines où la coopération en matière d'intégration est activement développée.

54. Les libertés garanties par l'Union économique eurasiatique, y compris la liberté de circulation des capitaux et des travailleurs, ont une incidence notable sur la réalisation des objectifs. L'Union cherche à améliorer son approche de l'évaluation de la mise œuvre du Programme 2030 en élargissant la série d'indicateurs utilisés par ses États membres et en adoptant des indicateurs supplémentaires pour évaluer les effets de l'intégration sur les progrès accomplis dans

la réalisation des objectifs. Elle met en œuvre des orientations stratégiques visant à développer l'intégration économique eurasiatique d'ici à 2025, notamment en renforçant la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science, des soins de santé, du tourisme et des sports. Ses aspirations sont étroitement liées à celles de l'ONU, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'élimination de la faim.

55. Les partenariats mondiaux sont essentiels à la réalisation des objectifs, et l'Union économique eurasiatique promeut un dialogue équitable entre les entités chargées de l'intégration de sorte à ce que l'architecture économique mondiale fonctionne plus efficacement. Elle a développé un large réseau de partenaires d'intégration dans toutes les régions du monde. Un dialogue direct entre les entités chargées de l'intégration permettra non seulement de progresser dans la réalisation des objectifs, mais aussi d'accroître la prévisibilité et la confiance. La réalisation des objectifs est une cause commune, qui nécessite que tous les acteurs internationaux déploient des efforts conjoints et mobilisent des ressources. À cette fin, l'Union économique eurasiatique reste ouverte au dialogue.

56. **M. Collet** (Royaume des Pays-Bas), Vice-Ministre adjoint à la coopération internationale, dit qu'il est devenu urgent de tenir le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable, à la lumière des crises récentes et de leurs effets disproportionnés sur les pays en développement. Les arguments en faveur d'un plan de relance des objectifs de développement durable sont clairs et la communauté internationale doit redoubler d'efforts à cet égard. Le Royaume des Pays-Bas œuvre activement à cette fin et continue à faire des dons importants et réguliers, tant au niveau bilatéral que par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement et de l'ONU. Pour remédier au déficit de financement, il faut élaborer des solutions interdépendantes, dans lesquelles le secteur privé jouerait un rôle clé.

57. Avec l'appui du Gouvernement néerlandais, le secteur financier du pays s'emploie à trouver des solutions pratiques et innovantes. ILX Fund, un fonds basé à Amsterdam, a déjà recueilli plus d'un milliard de dollars auprès de fonds de pension nationaux pour investir dans les objectifs. Pour se rapprocher de plusieurs objectifs, il sera essentiel d'investir dans des secteurs clés, notamment l'eau, qui est le bien collectif le plus précieux et représente un défi majeur de l'époque actuelle. Un échec dans le domaine de l'eau entraînerait un échec sur tous les objectifs. La Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie

internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) (Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023) et le Programme d'action sur l'eau qui en découle permettent d'accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs liés à l'eau et de placer l'eau au cœur de la prise de décision politique. Ils ont contribué à renforcer la coopération entre les petits États insulaires en développement, y compris au sein du Royaume des Pays-Bas. Les objectifs doivent servir de lignes directrices pour l'élaboration des politiques nationales, et le pays a ainsi renforcé son évaluation des objectifs pour toutes les nouvelles politiques afin de respecter l'engagement pris à l'égard des générations actuelles et futures.

58. **M^{me} Timsi** (Royaume des Pays-Bas), déléguée de la jeunesse, rappelle que les températures mondiales ont atteint des niveaux records et que plus de 100 millions de personnes, dont 43 millions d'enfants, ont été déplacées. Les crises mondiales touchent de manière disproportionnée les groupes vulnérables et l'avenir est décourageant pour les jeunes. L'humanité partage des espoirs communs et il faudrait se concentrer sur ce qui nous rassemble plutôt que sur ce qui nous différencie. Les jeunes ne sont pas des boulets, mais des agents actifs du changement, et les délégués de la jeunesse travaillent de concert pour créer un test qui servira de mécanisme de reddition de comptes permettant de mesurer les effets des politiques de l'ONU sur les générations actuelles et futures. Ledit mécanisme visera à garantir que les politiques prennent en compte les besoins des générations futures et remédient aux inégalités intergénérationnelles. La solidarité intergénérationnelle est nécessaire pour garantir que les mesures prises soient adaptées aux jeunes et promeuvent les droits humains et la justice environnementale dans toutes les régions.

59. **M^{me} Mang'eni** (Kenya), Secrétaire principale au Département d'État pour le développement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, dit que son pays a intégré le Programme 2030 dans ses plans nationaux de développement à tous les niveaux de l'État et qu'il a mis en place des institutions adaptées pour superviser sa mise en œuvre. En adoptant une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration et de la société, le Kenya a progressé vers la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable avant la pandémie de COVID-19, laquelle a eu des répercussions négatives sur les secteurs primaires de son économie et a réduit à néant la plupart des progrès qu'il avait accomplis en matière de développement. Bien que la pandémie ait été particulièrement préjudiciable aux jeunes, aux femmes, aux personnes handicapées et aux personnes marginalisées, le peuple kényan a fait preuve

d'une grande résilience et d'un regain d'optimisme quant à son relèvement.

60. Pour renforcer cette résilience, redresser l'économie et assurer une croissance inclusive, le Gouvernement kényan a mis en œuvre le programme de transformation économique participatif, qui vise à stimuler la participation économique, à accroître la création d'emplois, à assurer une répartition équitable des revenus, à renforcer la sécurité sociale, à élargir l'assiette fiscale et à augmenter les devises étrangères. Le programme est ancré dans la transformation de l'agriculture et met l'accent sur la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, l'offre de logements à un coût abordable, des soins de santé universels, la numérisation et la monétisation du secteur de la création. Le Fonds pour l'inclusion financière a été lancé en décembre 2022 pour faciliter l'accès des particuliers et des petites et moyennes entreprises à des crédits abordables grâce à la technologie de l'argent mobile. Plus de 250 millions de dollars ont déjà été versés à plus de 21 millions de Kényans dans tout le pays.

61. Toutefois, comme beaucoup d'autres pays en développement ou à revenu intermédiaire, le Kenya reste accablé par une dette insoutenable, qui entrave sa capacité à investir dans les objectifs. Le système financier mondial n'a pas réussi à relever les défis complexes auxquels il est confronté, notamment le relèvement après la pandémie, l'urgence climatique et la crise de la dette, en particulier dans les pays du Sud. Il est nécessaire de réformer ce système de manière à reconnaître les capacités des pays en développement, à garantir des résultats mutuellement bénéfiques et à fournir un financement abordable, suffisant et durable en temps voulu. Le plan de 100 milliards de dollars proposé pour relancer les objectifs de développement durable doit être mis en œuvre afin de compenser les conditions de marché difficiles auxquelles sont confrontés les pays en développement.

62. Les effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et le coût de la vie se ressentent partout dans le monde, et les tensions géopolitiques actuelles ont exacerbé les prix déjà élevés des produits de base. Le Kenya a intensifié ses efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets en lançant des initiatives dans les domaines de l'énergie verte, de l'agriculture intelligente, de la fabrication décarbonée, de la mobilité électrique et de la construction écologique, dans le but d'atteindre un statut net zéro d'ici à 2050. Le Gouvernement kényan a pris des mesures proactives en vue d'établir une position africaine unifiée sur les changements climatiques pour la vingt-huitième session de la Conférence des parties à

la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À cette fin, il accueillera le Sommet africain sur le climat en septembre 2023, en vue de faire progresser l'action climatique et de protéger la planète. En s'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie, la communauté internationale doit élaborer un plan de sauvetage pour l'humanité et la planète, en prenant des mesures politiques, en établissant des partenariats et en favorisant une prospérité partagée de sorte à redynamiser la mise en œuvre du Programme 2030.

63. **M^{me} Coleman** (États-Unis d'Amérique), Administratrice adjointe chargée des politiques et des programmes, dit que les premiers efforts menés pour atteindre les objectifs de développement durable ont permis d'accomplir des progrès et de susciter de l'espoir. Toutefois, à mi-parcours du Programme 2030, les progrès ont marqué le pas. La pandémie de COVID-19 a dévasté les systèmes de santé et les économies, les changements climatiques menacent des vies sur tous les continents et des pays ont reculé en matière de démocratie, de droits humains et d'égalité des genres. La communauté internationale doit renouveler son engagement en faveur de la réalisation des objectifs. À la veille du Sommet sur les objectifs de développement durable, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a donc adopté une approche globale pour aider ses partenaires des pays en développement.

64. Dans le cadre de leur engagement à atteindre les 17 objectifs, les États-Unis ont recensé des priorités claires et urgentes, notamment la réponse à des situations d'urgence complexes à court terme, tout en investissant dans la paix, la résilience et la sécurité alimentaire à long terme. Ils cherchent à aider les pays à résister aux effets des changements climatiques, à renforcer la bonne gouvernance en luttant contre la corruption et la répression en ligne, à inverser le déclin de l'espérance de vie et la destruction des systèmes de soins de santé, et à remédier aux mauvaises perspectives économiques. À cette fin, le Gouvernement revitalise les partenariats de développement en travaillant plus délibérément avec les organisations locales. Il utilise son pouvoir de mobilisation auprès des institutions multilatérales, des banques de développement, des organismes régionaux et des gouvernements partenaires afin d'harmoniser les efforts et d'amplifier leurs effets.

65. Il faut prendre des mesures conjointes pour faciliter l'évolution des banques multilatérales de développement, promouvoir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, et mobiliser des capitaux publics et privés pour le développement. Le financement d'un développement de qualité doit être élargi, conformément au Programme d'action d'Addis-

Abeba. Les gouvernements doivent jouer un rôle plus important dans l'instauration d'environnements favorables aux investissements du secteur privé et dans la mobilisation d'outils permettant de réduire les risques liés aux investissements, le cas échéant. S'il est évident que l'on peut consolider des décennies de progrès en matière de développement, le fait de ne laisser personne de côté nécessite de renouveler les engagements pris et d'adopter de nouvelles approches en matière de partenariats pour catalyser de nouveaux investissements et moderniser les institutions.

66. **M. Ambrazevich** (Biélorus), Vice-Ministre des affaires étrangères, affirme que le développement durable n'est possible que si la paix règne durablement, ce qui implique de tenir compte des inquiétudes de toutes les parties prenantes et de concilier leurs intérêts particuliers dans une mesure acceptable. Le monde est confronté à une grave crise de sécurité et de confiance, qui a révélé le désir de certains acteurs de promouvoir leurs propres intérêts aux dépens des autres. La réponse de ceux qui n'étaient pas d'accord avec une telle approche a donné lieu à des confrontations et conduit à la détérioration de l'architecture de sécurité internationale et du système de droit international. Ces faits nouveaux menacent la réalisation des objectifs de développement durable et l'existence même de l'humanité. Pour que la communauté internationale redonne la priorité au développement et à la productivité, elle doit parvenir le plus rapidement possible à un accord sur les conditions d'une paix durable. Sans un tel accord, toute initiative visant à accélérer la réalisation des objectifs est vouée à l'échec.

67. Tous les États se trouvent à des niveaux de développement différents et ont leurs propres caractéristiques, qui doivent être respectées. Un nouvel équilibre des intérêts doit offrir des garanties de sécurité à toutes les nations et leur permettre de ne pas voir les autres s'ingérer dans leurs affaires intérieures. La communauté internationale doit mettre fin aux mesures coercitives unilatérales imposées par certains États, sur la seule base de leur puissance. Ceux qui souscrivent à cette approche doivent écouter attentivement la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme lors du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable et condamner le recours à de telles mesures, qui sont incompatibles avec le développement durable. Dans le même ordre d'idées, il convient de condamner de manière ciblée l'interdiction par la Lituanie, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne du transit d'engrais potassiques biélorussiens vers les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Le droit de chaque pays

d'accéder à des denrées alimentaires, à des engrais, à de l'énergie et à d'autres ressources à un prix abordable doit être reconnu et sauvegardé. Ce n'est qu'à cette condition que la mission des Nations Unies visant à ne laisser personne de côté sera réalisable, puisque les écarts économiques et technologiques seront considérablement réduits.

68. Malgré les mesures coercitives unilatérales qui lui ont été imposées par les États occidentaux, le Bélarus a continué de s'efforcer à remplir les obligations internationales qui lui incombent dans le cadre du Programme 2030, et se classe actuellement parmi les 35 % de pays les plus performants en termes de réalisation des objectifs. Son Conseil pour le développement durable est pleinement opérationnel et les objectifs ont été intégrés avec succès dans les documents stratégiques nationaux. Le Bélarus a présenté des examens nationaux volontaires en 2017 et en 2022, et prévoit d'en présenter un troisième en 2025. La réalisation des objectifs est un défi ambitieux pour tous les pays et ne peut être accomplie seul. Dans le contexte actuel, le Bélarus a concentré ses efforts et ses ressources sur le développement de l'intégration économique régionale au sein de l'Union économique eurasiatique et sur la coopération bilatérale avec les États partageant ses valeurs. Il a ainsi pu déplacer ses flux d'exportation de l'Ouest vers l'Est et a renforcé sa coopération économique avec les pays du Sud. Il est prêt à offrir ses produits et son expertise dans les domaines de l'ingénierie mécanique, de l'agriculture, des technologies de l'information et des services éducatifs et médicaux. Tous les partenaires intéressés sont invités à approfondir une coopération mutuellement bénéfique dans le domaine du commerce et dans d'autres secteurs, dans le cadre d'efforts déployés conjointement pour parvenir à une paix durable et, en fin de compte, à un développement durable.

69. **M^{me} Tripodi** (Italie), Sous-Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération internationale, dit que les multiples crises de ces dernières années ont freiné la mise en œuvre du Programme 2030. La communauté internationale se trouve à un moment décisif qui déterminera si elle atteindra ou non les objectifs de développement durable. L'Italie œuvre activement à la revitalisation stratégique de la mise en œuvre du Programme 2030, dans plusieurs secteurs prioritaires, en mettant particulièrement l'accent sur certaines régions géographiques vulnérables.

70. Plus tard dans le mois, l'Italie accueillera le deuxième Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui fera suite au Sommet de 2021. L'objectif 2 revêt une valeur stratégique pour l'ensemble du Programme 2030, dans la mesure où il a

une incidence sur tous les autres objectifs. La transformation des systèmes alimentaires est une question urgente. Les systèmes alimentaires doivent être renforcés pour nourrir la population mondiale, mais ils doivent aussi être plus durables pour limiter leur incidence sur l'environnement et les changements climatiques et plus résistants face aux problèmes systémiques et aux chocs extérieurs. L'Italie est déterminée à faire en sorte que le Sommet sur les systèmes alimentaires soit inclusif et aborde des perspectives géographiques et thématiques susceptibles d'apporter des contributions substantielles au prochain Sommet sur les objectifs de développement durable.

71. Pendant sa présidence du G7 en 2024, l'Italie continuera à s'attacher en priorité à garantir la sécurité alimentaire et à souligner son lien avec la crise climatique. Pour lutter contre les changements climatiques, le Gouvernement italien a récemment créé un fonds national pour le climat, auquel il contribuera à hauteur de 840 millions d'euros par an entre 2022 et 2026. Le fonds devrait considérablement renforcer les mesures que l'Italie prend en faveur du développement durable au niveau mondial, grâce à son important réservoir de ressources financières et à la polyvalence de ses utilisations, et constitue le principal outil du pays pour atteindre ses objectifs dans le secteur du climat et réaliser les objectifs de développement durable. Son alignement sur les politiques nationales de coopération et de lutte contre les changements climatiques permettra à l'Italie de renforcer les efforts qu'elle mène pour s'adapter à ce phénomène et atténuer ses effets. L'accent sera mis sur les interventions en faveur de la croissance dans les secteurs sociaux et économiques, ainsi que sur la gestion des ressources en eau et l'assainissement.

72. L'Agence italienne pour la coopération au développement est déterminée à promouvoir les objectifs à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur le continent africain. À cette fin, le « plan Mattei pour l'Afrique » sera lancé plus tard dans l'année, afin d'établir des partenariats équitables et mutuellement bénéfiques avec les pays africains. Il est nécessaire d'accroître les investissements en Afrique pour traiter simultanément des questions telles que l'énergie, la sécurité, l'environnement, l'emploi, les transferts de technologies et les flux migratoires. Les femmes et les jeunes doivent jouer un rôle clé à cet égard et il convient d'établir des liens entre la formation professionnelle et l'emploi. L'Italie a ainsi l'intention de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises locales en faisant appel à son secteur privé. Elle cherche également à renforcer les partenariats stratégiques sur la sécurité alimentaire avec l'ensemble des pays africains et méditerranéens en mettant en avant les thèmes

prioritaires de ces pays lors du Sommet sur les systèmes alimentaires et en collaborant avec eux pour atteindre leurs objectifs.

73. Malgré les revers enregistrés dans la réalisation des objectifs, il est encore temps d'obtenir des résultats importants. La communauté internationale doit renouveler son engagement en faveur du Programme 2030 et reconnaître que la coopération internationale pour le développement durable est le seul moyen de garantir la solidité des sociétés et des économies.

74. **M. Reubi** (Suisse), Délégué du Conseil fédéral pour le Programme 2030 au Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, dit que le moment est venu de faire le point sur ce qui a été accompli depuis l'adoption du Programme 2030 et d'en tirer des enseignements pour les années à venir. La pandémie de COVID-19, l'insécurité alimentaire, les prix élevés de l'énergie, les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution sont tous liés entre eux et ont tous eu une incidence négative sur la vie sur la planète. Toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts et rendre leurs sociétés plus résilientes, durables et inclusives. La Suisse a présenté son deuxième examen national volontaire en 2022 et reste déterminée à mettre en œuvre le Programme 2030. Bien que des progrès aient été accomplis, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour accélérer l'obtention de résultats.

75. Veiller à ce que les ambitions politiques restent alignées sur les engagements internationaux nécessitera l'appui de tous les gouvernements au plus haut niveau. Cet appui permettra à l'ensemble des pays, des villes et des acteurs d'atteindre les objectifs de développement durable. Les villes sont les acteurs les mieux placés pour réaliser les objectifs, car elles sont en contact étroit avec les populations et sont donc les mieux à même de trouver des solutions concrètes. À cet égard, le Forum des maires, récemment créé par la Commission économique pour l'Europe, sera un allié précieux pour veiller à ce que les villes fassent partie de la solution.

76. L'eau est l'un des biens les plus précieux et, en tant que tel, reste une priorité majeure du programme de développement 2023, dans le sillage de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 et de l'examen approfondi de l'objectif 6. Il est essentiel d'entretenir cette dynamique, en vue de la mise en œuvre du Programme d'action sur l'eau proposé.

77. L'adoption de politiques publiques efficaces requiert des données exactes, fiables et comparables. Il est nécessaire d'améliorer la collecte de statistiques relatives aux objectifs et d'investir dans ce travail, afin

de permettre aux gouvernements de prendre des décisions éclairées et de mieux anticiper. Les sciences interdisciplinaires et l'innovation sont des éléments clés pour la réalisation des ambitions internationales. Il convient de renforcer la collaboration avec le secteur privé pour élaborer des solutions innovantes, en particulier au sein des marchés financiers. Une telle collaboration nécessitera un environnement favorable et des niveaux élevés de transparence. Les organisations internationales doivent également jouer leur rôle, en suivant l'exemple de l'Organisation mondiale du commerce et de son projet d'accord sur la facilitation des investissements, qui permettra de générer davantage d'investissements de qualité en faveur du développement durable.

78. **M. Mahdi** (Koweït), Secrétaire général du Conseil supérieur de la planification et du développement, dit que son pays est déterminé à promouvoir le dialogue international pour relever les défis mondiaux et renforcer la coopération internationale en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Le Koweït s'efforce depuis des dizaines d'années de mieux faire connaître les défis socioéconomiques et de prendre des mesures pour aligner ses stratégies nationales sur le Programme 2030. Il dialogue ainsi avec diverses entités œuvrant dans le secteur scientifique et avec des universités, des organisations de la société civile, des entités gouvernementales et des organisations locales, ainsi qu'avec des organismes régionaux et internationaux. Il vise ainsi à mettre en œuvre des normes pertinentes en matière de développement durable en adoptant une approche méthodologique couvrant les efforts sur le terrain et les aspects culturels.

79. Le Koweït a accompli des progrès notables en matière d'éducation gratuite et de sécurité alimentaire en assurant l'égalité des chances, indépendamment du genre. Les efforts menés dans les domaines de l'environnement, des infrastructures, de l'eau et de la mise en œuvre de projets nationaux reposent sur des partenariats transparents avec le secteur privé. Le Gouvernement koweïtien a fourni une assistance aux populations touchées par les crises et par des difficultés économiques. Dans son examen national volontaire, il souligne les efforts que le pays a menés pour réaliser les objectifs et présente sa vision à cet égard, tout en soulignant les défis socioéconomiques et environnementaux auxquels il est confronté. Il reste déterminé à mettre en œuvre les conventions pertinentes qu'il a ratifiées, en vue de consolider la position internationale du pays en tant que défenseur de la paix et de la sécurité internationales.

80. **M. Gyan-Baffour** (Ghana), Président de la Commission de planification du développement

national, dit que la pandémie de COVID-19 a eu des effets négatifs sur l'économie de son pays en provoquant une baisse de l'emploi, une augmentation du ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut, une baisse de l'équilibre budgétaire et des réductions de la croissance du PIB et de la demande de biens et de services. Dans le cadre de ses efforts de relèvement, le Gouvernement ghanéen a mis en place le programme d'appui à l'atténuation des incidences du coronavirus et à la revitalisation des entreprises (CARES), afin d'apporter un appui financier aux entreprises touchées. Le Ghana a également reçu l'appui de la communauté internationale à cet égard et a conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) concernant des facilités élargies de crédit. Un programme de croissance économique a été mis en place à la suite de la pandémie pour mobiliser les recettes nationales, rationaliser les dépenses, stimuler la capacité de production locale, promouvoir et diversifier les exportations, protéger les pauvres et les personnes vulnérables, développer l'infrastructure fiscale en ligne et adaptée au climat et mettre en œuvre des réformes structurelles et publiques.

81. Malgré l'assainissement des finances publiques qu'il a entrepris conformément aux obligations que le FMI a imposées, le Ghana a doublé le niveau des prestations et élargi la couverture de son programme LEAP (Livelihood Employment Against Poverty) pour les transferts en espèces, et entend poursuivre cet élargissement d'ici à 2024. Le budget alloué au programme national d'alimentation scolaire a été augmenté pour compenser les effets de l'inflation et faire en sorte que les enfants reçoivent des repas plus nutritifs à l'école. Le pays a accéléré la mise en œuvre des projets relatifs à l'eau afin de fournir un accès à l'eau potable à 90 % de la population d'ici à la fin de l'année 2023. La participation active au régime national d'assurance maladie a été portée à 55 % de la population. Si les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable ont été modérés, le Ghana reste déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 et à ne laisser personne de côté.

82. **M^{me} Poblete Maureira** (Chili), Sous-Secrétaire à l'évaluation sociale, indique que son pays s'apprête à présenter son troisième examen national volontaire relatif à sa mise en œuvre du Programme 2030, qui constitue la meilleure ligne directrice pour avancer face aux crises mondiales et ne laisser personne de côté. La pandémie de COVID-19, les crises économiques et climatiques et les tensions géopolitiques ont sérieusement entravé la réalisation par le Chili des objectifs de développement durable. Pour relever ces défis, le pays a recherché un consensus et des mesures de collaboration pour accroître la durabilité, notamment

en adoptant la stratégie nationale pour la mise en œuvre du Programme 2030, qui définit une feuille de route à cet effet. Il a également pris part à divers mécanismes, tels que des dialogues régionaux tenus avec des représentantes et représentants de divers secteurs, qui visaient à promouvoir une plus grande appropriation du Programme 2030 grâce au renforcement des partenariats locaux.

83. La vision du Chili transcende les cycles gouvernementaux afin de rendre le pays plus inclusif et durable, et de prendre en compte les considérations sociales, environnementales et économiques de manière égale, pacifique et juste, pour le bien de la population et de ses droits fondamentaux. Le pays cherche également à tenir compte des questions de genre et à promouvoir des politiques publiques qui réduisent les vulnérabilités sociales et renforcent les systèmes de protection sociale. En ce qui concerne l'environnement, le Gouvernement chilien adopte différents plans et législations relatifs à la gouvernance de l'eau, aux villes durables, à la conservation de l'océan, à l'économie circulaire et à l'action climatique. En termes de production et d'innovation, le Chili a transformé sa filière énergétique grâce à une politique d'État visant à développer les capacités d'infrastructure dans des secteurs clés, tels que les industries de l'hydrogène vert et du lithium. Ces activités jettent les bases d'une économie verte reposant sur les piliers de l'égalité territoriale, de l'équité entre les genres et du travail décent, conformément aux engagements internationaux figurant dans l'Accord de Paris.

84. À mi-parcours de la période de mise en œuvre du Programme 2030, d'importants défis restent à relever pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier dans les pays en développement, qui nécessitent de toute urgence un multilatéralisme renouvelé. Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra prochainement sera une occasion unique pour les États Membres de s'engager à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 afin de ne laisser personne de côté.

85. **M^{me} Merquel** (Argentine), Présidente du Conseil national de coordination des politiques sociales, dit que 2023 est une année décisive pour la mise en œuvre du Programme 2030. La crise multidimensionnelle provoquée par la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et la dette extérieure ont rendu nécessaire l'élaboration de mécanismes permettant d'inverser la situation. L'engagement de ne laisser personne de côté n'est plus un acte de solidarité, mais un acte de justice. La pandémie a aggravé les inégalités entre les États, laissant les économies de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire extrêmement affaiblies

et lourdement endettées. L'Argentine continuera à appuyer la réforme du système financier international, la coopération Sud-Sud et même Nord-Sud, les mesures visant à améliorer les niveaux d'éducation et les conditions de vie, la lutte contre les changements climatiques, le respect de la Charte des Nations Unies et des droits humains, ainsi que la mise en œuvre intégrale du Programme 2030.

86. En tant que producteur et exportateur de denrées alimentaires, le pays travaille assidûment à l'élimination de la faim et à la promotion des systèmes alimentaires. Il appuie les efforts qui sont menés conjointement pour lutter contre l'insécurité alimentaire croissante qui, selon les projections de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, touchera en 2030 la même proportion de la population mondiale qu'en 2015, date à laquelle le Programme 2030 a été adopté. Le monde se relève lentement de la pandémie de COVID-19. C'est d'autant plus vrai pour les pays en développement, qui ont été touchés de manière disproportionnée et exposés à davantage de problèmes, notamment en termes de dette et d'inégalités structurelles. Les droits humains, et en particulier ceux des groupes historiquement discriminés et vulnérables, sont une priorité pour l'Argentine, qui s'efforce de les promouvoir et de les protéger dans toutes les instances. Il est également essentiel de renforcer les moyens d'action et l'autonomie des femmes dans toute leur diversité. Le Gouvernement argentin a donc mis l'accent sur les politiques favorisant l'égalité des genres et la diversité en créant le Ministère de la femme, du genre et de la diversité et le Cabinet national pour l'intégration des politiques d'égalité des genres.

87. **M. Coulibaly** (Mali), Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, dit que son pays reste déterminé à atteindre les objectifs communs que sont l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités et la préservation de l'environnement, dans le cadre des objectifs de développement durable. Le Mali a dû faire face à des bouleversements sanitaires, sociopolitiques et économiques, ainsi qu'à des problèmes de sécurité. Si la communauté internationale s'est engagée dans une décennie d'action en faveur des objectifs, un nouvel élan est nécessaire pour mettre en œuvre le Programme 2030. Il convient d'évaluer les efforts accomplis à cet égard et de reconnaître collectivement qu'il est possible de faire davantage, à tous les niveaux, en commençant par la mobilisation politique autour des éléments fondamentaux du développement durable.

88. Le Gouvernement malien continuera à s'efforcer d'atteindre ces objectifs et a déjà adopté plusieurs mesures visant à réduire la pauvreté en renforçant les

systèmes de protection sociale et en augmentant la couverture des soins de santé et les transferts d'argent. Le Mali cherche ainsi à protéger les groupes sociaux les plus vulnérables, comme les enfants, en collaborant avec des partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Divers services sont proposés à chaque groupe d'âge de la population pour améliorer l'accès aux soins de santé, à la nutrition, à l'eau, à l'assainissement et à la formation professionnelle. Les défis mondiaux ne doivent pas ébranler la volonté de la communauté internationale de surmonter la pauvreté et les inégalités, qui sont souvent à l'origine des crises, telles que la crise sécuritaire imposée à la région du Sahel à la suite des interventions militaires en Libye. Grâce à l'augmentation de leur matériel et de leur entraînement, les forces armées nationales luttent avec succès contre le terrorisme afin de mieux protéger les vies et les biens et de rétablir l'autorité de l'État. Dans le cadre de la transition vers la stabilité, un référendum constitutionnel vient d'être organisé, marquant la détermination des autorités maliennes à renouer avec la paix et la sécurité.

89. **M. Gudmundsson** (Islande), Envoyé spécial pour le développement durable, dit que la communauté internationale n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable et qu'elle a même régressé sur certains objectifs. Depuis la tenue du dernier Sommet sur les objectifs de développement durable en 2019, le monde a affronté des défis incroyables, dont beaucoup sont d'origine humaine, ce qui rend nécessaire de redoubler d'efforts pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. L'Islande présente son deuxième examen national volontaire en 2023, qui inclut non seulement les évaluations du Gouvernement mais aussi des contributions de plusieurs parties prenantes, et trace la voie à suivre pour atteindre les objectifs. Elle s'attache à analyser les retombées de ses efforts sur d'autres pays et à les prendre en compte dans ses politiques et ses mesures. À cette fin, le Gouvernement islandais a demandé à ce que soit préparé un rapport spécial sur la question, dans lequel seront décrits les problèmes à résoudre et les tâches à accomplir.

90. L'an passé, une nouvelle plateforme de coopération, Sustainable Iceland, a été créée pour élaborer une stratégie nationale et un plan d'action pour le développement durable et coordonner la collaboration du Gouvernement avec les différentes parties prenantes. Elle est gérée par le Conseil national du développement durable, composé de ministres et de représentantes et représentants des partis politiques, des municipalités, du secteur privé et des organisations de la société civile. Au total, 40 indicateurs de bien-être ont été mis au point pour suivre la qualité de vie en Islande,

en utilisant des facteurs qui vont au-delà des mesures économiques traditionnelles telles que le PIB. Les travaux menés sur la stratégie consisteront à établir un rapport de situation sur les efforts déployés au sein du Gouvernement et avec les parties prenantes, qui décrira les progrès accomplis et les défis à relever au niveau national et grâce à la coopération internationale. Le plan d'action couvrira la période 2024-2028 et définira les priorités et les domaines d'intervention en fonction des objectifs, en mettant l'accent sur l'égalité entre les hommes et les femmes, qui est l'objectif pour lequel les progrès sont les plus lents à ce jour.

91. La première priorité nationale est de réduire les émissions de carbone et, à cette fin, les besoins en électricité et en chauffage ont été exclusivement couverts par des énergies vertes, principalement d'origine hydrologique et géothermique. La transition énergétique pour les transports terrestres, maritimes et aériens est en cours et nécessite une utilisation plus prudente de l'énergie. La réduction des émissions passera par le développement d'une économie circulaire et un soutien continu à la recherche et à l'innovation pour trouver des solutions vertes et fondées sur la nature. L'Islande reste attachée aux objectifs et à la mise en œuvre du Programme 2030, tant au niveau national que dans le cadre de la coopération internationale.

92. **M. Baharum** (Malaisie), Directeur de la Division de l'environnement et des ressources naturelles du Ministère de l'économie, dit que, malgré les difficultés rencontrées lors de la pandémie de COVID-19, son pays reste déterminé à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de développement durable. Le cadre politique Malaysia Madani adopté par le Gouvernement malaisien promeut l'objectif d'une nation prospère, fondée sur les principes fondamentaux de durabilité, de compassion, de respect, d'innovation, de prospérité et de confiance, en accord avec le principe consistant à ne laisser personne de côté. Il est impératif d'adopter une approche à l'échelle nationale pour atteindre les objectifs. À cette fin, le Conseil national des objectifs de développement durable a été créé pour promouvoir la participation des secteurs public et privé, des organisations de la société civile et des établissements universitaires. Il importe d'établir des partenariats solides pour garantir la participation de tous les acteurs concernés.

93. L'adaptation des objectifs au niveau local étant cruciale pour assurer une plus grande inclusion et durabilité, la Malaisie présentera quatre examens locaux volontaires en 2023 et s'emploie à ce que 30 % des autorités locales soumettent des examens locaux volontaires d'ici à 2025. Elle a aligné ses politiques nationales de développement sur la feuille de route

nationale pour la réalisation des objectifs, afin d'assurer celle-ci. Si des progrès considérables ont été accomplis pour améliorer les données servant au suivi des indicateurs liés aux objectifs, le fait d'apporter une assistance technique pour remédier au manque de données viendrait appuyer et accélérer les mesures collectives prises pour mettre en œuvre le Programme 2030. Le relèvement après la pandémie offre une occasion unique de bâtir un avenir plus résilient et plus durable. Le moment est donc venu de passer à des économies plus vertes, à des infrastructures à faible émission de carbone et à une production et à une consommation durables. Pour opérer un tel changement, il est urgent de mobiliser les investissements en faveur des énergies renouvelables, de promouvoir les économies circulaires et de préserver la biodiversité. Il faut renforcer les partenariats par l'échange de bonnes pratiques, de connaissances et de moyens de mise en œuvre, afin de soutenir la paix, la sécurité, la prospérité et le développement durable dans le monde.

94. **M^{me} Razaivaovololoniana** (Madagascar), Secrétaire générale du Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, dit que le forum politique de haut niveau représente un moment décisif pour les pays les moins avancés. Il les aidera à se préparer au prochain Sommet sur les objectifs de développement durable et à prendre des mesures plus concrètes pour mettre en œuvre le Programme 2030 dans des domaines tels que l'environnement, l'énergie, l'industrie et le logement.

95. Madagascar a amélioré l'accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et à des sources d'énergie abordables, durables et fiables. Le Gouvernement malgache s'est lancé dans un programme d'industrialisation selon l'approche dite « un district, une usine », et s'efforce de garantir un logement décent et des services de base, d'assainir les quartiers insalubres et d'œuvrer au développement urbain. Les premières villes vertes, intelligentes et durables du pays ont été créées pour réduire la surpopulation dans la capitale. La gestion durable des ressources naturelles a été améliorée dans le cadre de la transition environnementale afin de lutter contre les changements climatiques, de préserver la biodiversité, de lutter contre les incendies de forêt et de restaurer les forêts. Des mesures de réduction des risques de catastrophes sont également mises en œuvre.

96. Toutefois, Madagascar n'est pas encore en mesure d'atteindre les objectifs. Elle fait face à des problèmes liés au lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix ainsi qu'à la mobilisation d'investissements supplémentaires. Le Gouvernement malgache est ouvert à toutes les formes de coopération bilatérale,

multilatérale, Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire. La réalisation des objectifs nécessite d'adopter des approches et des stratégies novatrices, inclusives, intégrées et intersectorielles, adaptées aux contextes internationaux. Madagascar reste attachée à la pleine mise en œuvre du Programme 2030.

97. **M^{me} Mulube** (Zambie), Secrétaire permanente par intérim au Ministère des finances et de la planification nationale, dit que la communauté internationale est confrontée à un ensemble complexe de défis, notamment l'augmentation de la pauvreté, les conflits géopolitiques et la fragilité du contexte géopolitique, les inégalités croissantes et la crise des réfugiés, qui ont tous été aggravés par la pandémie de COVID-19 et par la crise climatique. Seuls 12 % des objectifs de développement durable sont sur la bonne voie, tandis que les autres sont au point mort ou affichent même un recul, et il manque plus de 4 000 milliards de dollars de financement pour assurer leur réalisation. Il est donc essentiel de donner le ton du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable et du Sommet de l'avenir.

98. En conséquence, il est nécessaire de prendre des engagements ambitieux et d'adopter des positions claires en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national, et de s'engager de manière audacieuse sur les contributions déterminées au niveau national. Étant donné qu'un financement abordable et à des conditions favorables est essentiel pour progresser dans la réalisation des objectifs, les pays développés et les membres du G20 doivent appuyer le plan de relance proposé pour les objectifs ainsi que d'autres appels à l'action. Il faut redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté et les vulnérabilités et renforcer la solidarité internationale pour trouver et mobiliser de nouvelles sources de financement nationales. Le plan de relance permettra non seulement aux pays en développement d'accomplir davantage de progrès en tirant parti d'approches novatrices, mais aussi de catalyser les mesures porteuses de changement afin de favoriser le développement socioéconomique souhaité en soutenant les investissements dans des secteurs majeurs. En outre, il aidera ces pays à rendre leur économie plus résiliente, à lutter contre le chômage et à améliorer le bien-être de leur population. L'architecture financière internationale doit être réformée afin que le financement des objectifs puisse aller là où il est le plus nécessaire.

99. Le Gouvernement zambien reste déterminé à relever les défis du développement et à donner l'impulsion nécessaire à la réalisation des objectifs et des aspirations nationales. Il a notamment mis en œuvre un programme de relance économique, dans le cadre du

huitième plan de développement national (2022-2026) afin de restaurer la stabilité macroéconomique, de soutenir la stabilisation budgétaire et de favoriser une croissance plus forte et plus inclusive. La Zambie a fait des progrès notables dans la restructuration de sa dette pour favoriser la reprise économique. Elle a investi davantage dans les secteurs de l'éducation et de la santé afin de recruter des ressources humaines, de fournir le matériel nécessaire et d'améliorer l'accès aux services publics. La couverture et la portée des programmes de protection sociale, tels que les transferts d'argent, les régimes de retraite et les subventions alimentaires, ont été améliorées. Au niveau local, le Gouvernement zambien a considérablement augmenté les allocations budgétaires annuelles pour son Fonds de développement des collectivités, afin de permettre aux populations locales de prendre des décisions sur les projets de développement.

100. **M. Gatete** (Rwanda), Représentant permanent du Rwanda auprès de l'ONU, dit que la croissance économique mondiale devrait poursuivre sa tendance à la baisse en 2023 pour atteindre les niveaux de croissance les plus faibles jamais enregistrés depuis 2001, à l'exception de la phase aiguë de la pandémie de COVID-19 et de la crise financière qui l'a accompagnée. De nombreux objectifs de développement durable accusent un retard modéré ou sérieux, ce qui a conduit à proposer des recommandations pour sauver les objectifs et accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 avant la tenue du Sommet sur les objectifs de développement durable. Alors que les pays s'efforcent de faire face aux effets des multiples crises mondiales, il est essentiel de cibler des mesures de relance efficaces et inclusives, susceptibles de garantir des progrès dans la réalisation des objectifs.

101. Compte tenu de son engagement en faveur du développement durable et de la réduction de la pauvreté, le Rwanda pourrait servir d'exemple, en ce qui concerne les orientations politiques réalisables pour la pleine mise en œuvre du Programme 2030, à tous les niveaux. La réponse louable qu'il a apportée à la pandémie a mis l'accent sur la protection de la santé publique et l'atténuation de ses effets socioéconomiques. Le Gouvernement rwandais s'est principalement employé à aider les populations vulnérables et à garantir leur accès aux soins de santé, à la sécurité alimentaire et à la protection sociale. Il a également reconnu l'importance d'une approche intégrée des objectifs qui englobe toutes les dimensions du développement durable, et a donc adopté une stratégie multisectorielle combinant des mesures de santé publique, des plans de relance économique et des programmes de protection sociale. En alignant ces efforts sur les objectifs, le Rwanda vise

à reconstruire en mieux et à bâtir une société plus résiliente et plus inclusive. Ses mesures de relèvement ont avant tout concerné plusieurs domaines clés, tels que l'éducation et l'habileté numérique, l'entrepreneuriat, l'innovation et l'industrialisation, et la résilience face aux changements climatiques, la préservation de la biodiversité et les sources d'énergie renouvelables. Le Gouvernement rwandais investit dans l'agriculture durable et les infrastructures vertes non seulement pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi pour éliminer la faim, fournir de l'eau propre et des installations sanitaires et protéger les écosystèmes terrestres.

102. Pour rendre son relèvement plus inclusif, le Rwanda associe tous les secteurs de la société à la prise de décisions, y compris les organisations de la société civile et le secteur privé. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de la première stratégie nationale de développement seront mis à profit, conjointement avec les objectifs, pour réaliser les aspirations à la transformation économique et sociale.

103. **M^{me} Zalabata Torres** (Colombie), Représentante permanente de la Colombie auprès de l'ONU, dit que les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme 2030 ont été insuffisants, et que les engagements pris et les efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable sont en péril. En pleine crise planétaire et à la suite de la pandémie de COVID-19, il est urgent de réaffirmer la promesse d'une amélioration de la situation qui ne laisse personne de côté. La science et le savoir ancestral montrent clairement la voie à suivre pour inverser les tendances actuelles et stimuler l'action menée. Conformément à son plan de développement national (2022-2026), la Colombie reste déterminée à s'engager sur cette voie et à encourager la communauté mondiale à lui emboîter le pas : en accélérant la décarbonation et la transition énergétique juste ; en intégrant la préservation de la biodiversité dans tous les secteurs et en protégeant la nature, en collaboration avec les populations autochtones ; en donnant la priorité à la justice sociale et environnementale dans la lutte contre les inégalités ; en élaborant des politiques publiques adoptant des approches différencielles et intersectionnelles axées sur les groupes les plus vulnérables ; en réduisant les écarts entre les genres, tout en garantissant aux femmes et aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes la pleine et effective jouissance de leurs droits, la participation à la prise de décisions et l'absence de violence fondée sur le genre.

104. Il sera impossible de mettre en œuvre le Programme 2030 sans véritablement inclure tous les acteurs concernés, aux niveaux international, national et

local. Il faudra pour cela réformer en profondeur le fonctionnement actuel de la coopération pour le développement, qui repose exclusivement sur des critères économiques pour ce qui est de la prise de décisions et de l'allocation des ressources et qui ne tient pas compte de la nature multidimensionnelle du développement. Les mécanismes d'examen et de suivi doivent être renforcés et révisés. La Colombie présentera son examen national volontaire en 2024, en vue d'évaluer les progrès qu'elle a accomplis pour devenir une puissance mondiale.

La séance est levée à 18 heures.